

Sans réponse ?

Nous publions ci-dessous la lettre que la Fédération nationale des syndicats de police a adressée au Président de la République, le 21 décembre.

On trouvera également la réponse qu'Edouard Depreux a fait parvenir à cette organisation qui lui avait envoyé copie de cette lettre.

Paris, le 21 décembre 1961.

Monsieur le Président
de la République,

EN avril dernier, notre Fédération, comme d'autres syndicats de la police, s'était dressée contre le coup de force d'Alger. Poursuivant le même objectif, ces organisations ont approuvé la journée de manifestation nationale du 19 décembre contre l'O.A.S. et pour la paix négociée en Algérie.

Ce faisant, nous avons répondu aux vœux de la majorité des personnels de police.

Devant la gravité des événements qui se sont produits le 19 décembre à Paris, nous vous faisons part de notre indignation et aussi de notre inquiétude, à la suite du comportement de certains membres du service d'ordre.

Nous avons été les témoins d'actes d'une brutalité inconcevable et injustifiée, commis par des éléments de la gendarmerie mobile et de la police parisienne. Ainsi, par exemple, nous avons vu ces policiers se jetant furieusement sur d'honnêtes citoyens et les frappant sauvagement, pour la simple raison qu'ils manifestaient pacifiquement leur opposition à un groupement que M. le Ministre de l'Intérieur lui-même a déclaré être une « entreprise de subversion ».

Par contre, nous n'en dirons pas autant de l'attitude des policiers qui étaient chargés d'interdire la manifestation de tendance « Algérie française », organisée le même jour à

l'Etoile. Là, en effet, une délégation de ladite manifestation interdite, a pu très tranquillement atteindre ses objectifs, sans aucune intervention du service d'ordre.

Cela nous amène, à nouveau, à vous faire part de notre protestation indignée quant au comportement de certains membres de la police.

Nous y voyons la preuve que dans notre corporation, en particulier dans les cadres, l'O.A.S. bénéficie de nombreuses complicités et que ces factieux ont trouvé au soir du 19 décembre, un terrain très favorable à la manifestation de leur haine contre les Françaises et les Français qui s'opposent à leurs menées antinationales.

Nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, d'ordonner sans retard que ces éléments soient éliminés de la police car leur comportement fait retomber sur l'ensemble du corps, un discrédit que beaucoup ne méritent pas.

Après le 17 octobre, il a été longuement fait état de leur action raciste, si préjudiciable aux intérêts de la France. Le 19 décembre a marqué une nouvelle étape de leur malfaisance.

L'intérêt de la nation exige qu'ils n'aient plus la possibilité de se manifester de cette sorte. C'est le vœu de la majorité des fonctionnaires de la police, au nom de qui nous vous adressons très respectueusement cette requête.

Veillez croire, Monsieur le Président de la République, à notre déférente considération.

Paris, le 26 décembre 1961. Monsieur le secrétaire général,

Merci, au nom de mes camarades, de votre communication.

L'attitude du pouvoir est, en effet, très inquiétante et d'effroyables brutalités ont été commises contre nos amis et contre les adversaires les plus décidés de l'O.A.S. que le régime et le gouvernement sont censés combattre.

Si la manifestation avait été autorisée, elle se serait déroulée dans le plus grand calme.

C'est vos camarades et vous qui sauvez l'honneur de la police, en vous désolidarisant des actes inqualifiables qui ont été commis par certains avec lesquels nous ne vous confondons, certes, pas.

Je pense que le jour reviendra où il ne sera pas interdit aux policiers d'être républicains.

Dans cet espoir, je vous prie de croire à mes sentiments les plus cordiaux.

Edouard DEPREUX.